



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
Cité administrative - Porte J  
34 avenue du Maréchal Maunoury BP 60723  
41007 Blois

Blois, le 20/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GIE FALUNS DE CONTRES**

6, rue Maryse Bastié  
37250 Sorigny

Références : 41-2026-00196  
Code AIOT : 0010003275

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/02/2026 dans l'établissement GIE FALUNS DE CONTRES implanté Château Gabillon 41700 Le Controis-en-Sologne. L'inspection a été annoncée le 30/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été diligentée afin de partager (entre exploitant - gestionnaire de l'IRPG - ICPE) l'intérêt de maintenir des fronts de tailles sur la carrière des Faluns de Contres pour l'inventaire régional du patrimoine géologique de la région CVL.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE FALUNS DE CONTRES
- Château Gabillon 41700 Le Controis-en-Sologne

- Code AIOT : 0010003275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du Groupement d'Intérêt Économique (GIE) les Faluns de Contres est située au lieu- dit "Château Gabillon", sur le territoire de la commune du Controis en Sologne (41).

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral n°41-2018-07-05-05 du 5 juillet 2018 pour le renouvellement et extension d'une carrière de sable marin (Faluns) pour les rubriques ICPE 2510-1 (carrière avec une production maximale de 100 000 tonnes par an et une moyenne annuelle de 55 000 tonnes) et IOTA 1.1.1.0 (pour 3 piézomètres).

Le site fonctionne avec trois salariés (un conducteur de pelle, un conducteur d'un tombereau et un conducteur de chargeur).

Les matériaux exploités sont des faluns (sables marins fossilifères) et ils sont traités par un passage dans un grille. Le site accueille des déchets inertes extérieurs pour le remblaiement de la carrière.

Un porter à connaissance a été déposé le 30 mars 2026 demandant la modification du plan de phasage et l'ajout des rubriques 2515 et 2517 (soumises à D).

#### Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                | Référence réglementaire                             | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 3  | Déchets d'extraction             | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1       | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 4  | Gestion des déchets d'extraction | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1       | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 5  | Aménagements préliminaires       | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.2.2     | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande d'action corrective  | 1 mois                |
| 6  | Aménagement t prel (PZ2)         | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.2   | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 7  | Aménagement t prel (sécurité)    | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 7.3       | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande d'action corrective  | 6 mois                |
| 8  | Nature des Remblais              | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2.1 | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |

| N° | Point de contrôle          | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|----------------------------|---|--|--|-----------------------|
| 10 | Nature de son installation | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.6   | Avec suites, Demande d'action corrective   | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 11 | Aménagement t prel (PZ)    | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.2 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--------------------------|---|--|-------------------|
| 1  | phasage d'exploitation   | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4   | Avec suites, Demande d'action corrective   | Sans objet        |
| 2  | Equipements non utilisés | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.7.3   | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Sans objet        |
| 9  | Etude acoustique         | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.6.1 | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant  | Sans objet        |
| 12 | Garanties financières    | Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.6     | /  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : phasage d'exploitation

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.3.4 |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Extraction                           |

|   |
|---|
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/06/2026</li> </ul>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et au plan de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...]</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 6 février 2026, il a été constaté par l'inspection que la phase 1 a progressé mais que l'activité principale s'est orientée vers les phases 2-3 et 4.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que la phase 1 doit être remise en état 8 ans après la signature de l'arrêté d'autorisation du site (APAUTO du 05/07/2018 ) soit au plus tard le 05/07/2026.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection qu'un porter à connaissance (PAC) va être déposé courant mars 2026 qui comportera des modifications du plan de phasage.</p> <p>L'inspection informe l'exploitant que ce PAC ne pourra modifier la date de fin de la phase 1 sans la mise en avant d'éléments ou d'un enjeu nouveaux.</p> <p>L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 30 mars 2026 qui prévoit la modification du plan de phasage. Ce PAC va faire l'objet d'une instruction.</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

**N° 2 : Equipements non utilisés**

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.7.3</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, équipements abandonnés</p>  |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/01/2026</li> </ul> |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des</p>   |

|  |
|--|
| dispositions matérielles interdiront leur réalisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection du 6 février 2026, il a été constaté par l'inspection que la grille crible n'était plus sur site. L'exploitant a transmis à l'inspection un justificatif de vente et d' enlèvement par la société SARL SOMAC GRANULATS installée dans le département du Cher à St Germain du Puy.<br><br><b>Pas d'écart constaté</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 3 : Déchets d'extraction

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantités et suivi   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2026</li> </ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les principaux déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière proviennent du décapage des terrains.<br>La quantité de stockage maximale de déchets d'extraction issus de l'exploitation de la carrière est limitée à 17580 T.<br>La zone prévue pour le stockage des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière est la suivante : terre végétale sous forme de merlons périphériques.<br>[...]<br>Les installations de stockage de déchets d'extraction sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection du 6 février 2026, il a été constaté par l'inspection que l'exploitant n'avait pas la connaissance du volume et du poids de terre végétale et de stériles stockés sur le site. L'exploitant informe l'inspection que ces informations seront relevées par l'entreprise GEOPLUS lors des relevés topographiques permettant l'élaboration du bilan et du plan d'exploitation 2025.   |

|   |
|---|
| <p>Par mail du 03/04/2026, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'exploitation et le bilan de l'activité 2025. Ce plan ne permet pas d'évaluer le volume et le poids de terre végétale et de stérile stockés sur la carrière et de démontrer qu'il est inférieur au 17580 tonnes autorisées.</p> <p><b>L'exploitant n'est pas en mesure de justifier que son stock de terre décapée et de stériles est inférieur au seuil autorisé de 17580 tonnes.</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>  |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>  |

#### N° 4 : Gestion des déchets d'extraction

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 5.1</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion</p>   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2026</li> </ul>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant doit établir un Ce plan est établi avant le début de l'exploitation.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation;</li> <li>- la description de l'exploitation généralisant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis;</li> <li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement;</li> <li>- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets;</li> <li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets;</li> <li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées;</li> <li>- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol;</li> <li>- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction;</li> <li>- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident</li> </ul> |

majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines et carrières.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 6 février 2026, il a été constaté par l'inspection que le plan de gestion des déchets n'avait pas été mis à jour depuis le dépôt du dossier de demande d'autorisation qui le contenait, à savoir (APAUTO du 05/07/2018). L'exploitant informe que le PGD sera mis à jour par le PAC attendu pour mars 2026.

L'exploitant a déposé un porter à connaissance le 30 mars 2026 et la mise à jour du plan de gestion des déchets est absente du dossier.

Le PGD date de 2018 et n'a pas fait l'objet d'un renouvellement depuis + de 5 ans.

#### **Absence de mise à jour du PGD**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 5 : Aménagements préliminaires**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.2.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Bornages

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2026

#### **Prescription contrôlée :**

article 2.2.2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :



- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### Constats :

Lors de la précédente inspection, l'exploitant a fourni un bon de commande pour la réalisation de l'ensemble du bornage du site avant le 1er février 2026.

Lors de l'inspection du 6 février 2026, l'exploitant a informé l'inspection que la borne à proximité du piézomètre n° 2 a été dégagée et que le bornage a été revu comme prévu.

A la suite, l'inspection a constaté que :

- la borne (représentée par un poteau béton) à proximité du piézomètre n°2 avait été dégagée et était en place;
- les nouvelles bornes devant être installées à proximité de la canalisation de gaz (le long de la canalisation et jusqu'au Sud-Est de la parcelle BH121) n'avaient pas été réalisées.

L'exploitant a recontacté le géomètre afin que toutes les bornes soient installées.

**L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 6 : Aménagement prel (PZ2)

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Réalisation de Piézomètres

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2026

**Prescription contrôlée :**

#### Article 9.2.4.2. Réalisation de piézomètres

Toute réalisation de forage est conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature fixée dans l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

Lors de la réalisation de forages, toutes dispositions sont prises pour ne pas mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface.

La tête de puits est protégée de la circulation sur le site, si nécessaire.

En tête du puits, le tube de soutènement doit dépasser du sol d'au moins 50 cm. Cette hauteur minimale est ramenée à 20 cm lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel, pour permettre d'isoler les venues d'eau de mauvaise qualité. En zone inondable, la tête est rendue étanche ou est située dans un local lui-même étanche.

Le tube doit disposer d'un couvercle à bord recouvrant, cadénassé, d'un socle de forme conique entourant le tube et dont la pente est dirigée vers l'extérieur. Le socle doit être réalisé en ciment et présenter une surface de 3 m<sup>2</sup> au minimum et d'au moins 30 cm au-dessus du niveau du terrain naturel pour éviter toute infiltration le long de la colonne. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local, le socle n'est pas obligatoire mais dans ce cas le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 50 cm le niveau du terrain naturel.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Tous les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

[...]

#### Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté par l'inspection que le piézomètre n° 2 :

- n'était pas muni d'une plaque avec le n° BSS ;
- n'était pas muni de cadenas ;
- n'était pas muni d'une plaque béton de 3 m<sup>2</sup>.

Lors de l'inspection du 6 février 2026, il a été constaté par l'inspection que :

- un cadenas avait été installé sur le PZ2
- il n'y avait pas :
  - de plaque avec le N° de BSS ;
  - de plaque béton de 3 m<sup>2</sup>.

Il est rappelé que les piézomètres doivent répondre à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration ou (à minima) à la norme NFX31-614 de 2024.

|  |
|--|
| L'exploitant n'est pas en capacité de justifier de la conformité des ouvrages à l'AMPG du 11/09/2003 ni à la norme NFX31-614 de 2024.  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

**N° 7 : Aménagement prel (sécurité)**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 7.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, clotures et panneaux  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2026</li> </ul>   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>7.3 Infrastructures et installations<br>Article 7.3.1. Circulation dans l'établissement<br>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.<br>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.<br>L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. La clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.<br>[...] Article 7.3.1.2. Zone dangereuse<br>L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (ex : merlon de deux mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).<br>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'inspection du 6 février 2026, l'exploitant informe l'inspection que des panneaux   |

signalant l'activité de carrière ont été mis en œuvre sur toute la périphérie de la carrière ainsi que des panneaux signalant un risque de chute sur les secteurs dangereux positionnés sur un merlon au dessus des fronts de taille.

L'inspection a constaté la présence des 2 types de panneaux le long de la canalisation de gaz à l'ouest de la carrière, un pour matérialiser l'activité de carrière et l'autre, sur le merlon de terre afin de bloquer et sécuriser les fronts de taille.

L'inspection a constaté la présence d'un portail à l'entrée et l'absence d'une clôture efficace sur la totalité de la périphérie de son installation.

**L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une clôture efficace sur la totalité de la périphérie de son installation.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 8 : Nature des Remblais**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.3.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Nature de Remblais

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/02/2026

**Prescription contrôlée :**

**2.4.3.2.1 Nature des remblais**

- La remise en état du reste du site consiste en un remblayage partiel de l'excavation pour retour à la cote de 103 m NGF.
- Le talutage des abords de la cuvette ainsi formée sera réalisée à 30°.
- Une couche de terre végétale de 30 cm minimum, épierrée des plus gros blocs, recouvrira au final l'ensemble du site.
- Toutes les terres végétales présentes initialement sur le site seront utilisées pour la remise

en état.

- Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.
- Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

| CODE<br>DÉCHET <sup>(1)</sup>                    | DESCRIPTION <sup>(1)</sup>   | RESTRICTIONS  |
|--|------------------------------|---|
| DÉCHETS D'EXTRACTION<br>INERTES EXTERNES AU SITE |                              |   |
| 17 01 01   | Béton                        | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 01 02   | Briques                      | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 01 03   | Tuiles et céramiques         | Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés |
| 17 01 07   | Mélanges de béton, tuiles et | Uniquement les déchets de   |

|          |   |  |
|----------|---|--|
|          | céramiques ne contenant pas de substances dangereuses       | construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés  |
| 17 05 04 | Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse | A l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; pour les terres et pierres provenant de sites contaminés, uniquement après réalisation d'une procédure d'acceptation préalable. |
| 20 02 02 | Terres et pierres   | Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe (hors sites contaminés)  |

<sup>(1)</sup> *Les codes déchets et leur description sont détaillés en annexe de la Décision n° 2000/532/CE du 03 mai 2000*

Les déchets suivants sont interdits et font l'objet d'une procédure de refus systématique à l'entrée de la carrière :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60 °C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ;
- les déchets d'amiante lié et les matériaux en contenant ;
- les déchets présentant au moins une propriété de danger, ou radioactifs ;
- les ballasts des voies ferrées.
- Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission énoncés ci-dessus.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection de novembre 2025, il avait été constaté la présence au cœur des stocks de terre végétale, la présence de divers déchets non autorisés. L'exploitant a informé l'inspection

|  |
|--|
| <p>qu'il avait fait procéder à des constats, à l'évacuation des déchets et qu'il transmettrait les BSD dès qu'il les aurait.</p> <p>Lors de l'inspection du 6 février 2026, il a été constaté par l'inspection l'évacuation des déchets du secteur de stockage des merlons de terre végétale. Il a été demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspections les BSD dès que possible.</p> <p><b>L'exploitant n' a pas été en mesure de présenter les BSD (bordereau de suivi de déchet)</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>   |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>   |

#### N° 9 : Etude acoustique

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.6.1</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etude et rapport acoustique</p>   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2026</li> </ul>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure de la situation acoustique est effectuée dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté puis périodiquement, au minimum tous les trois ans, et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées).</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 6 février 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection l'étude acoustique et les mesures du 5 juin 2024. Les mesures réalisées sont conformes à la réglementation.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant que ces mesures sont à renouveler tous les 3 ans et dès que les circonstances l'exigent (comme par exemple l'installation de nouveaux équipements bruyants)</p> <p><b>Pas d'écart constaté</b></p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>  |

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 :** Nature de son installation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 2.4.6

**Thème(s) :** Situation administrative, Plantation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 27/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2026

**Prescription contrôlée :**

1. Situation de l'établissement

L'emprise autorisée est d'une superficie totale de 15ha 21a 11ca pour une surface exploitable de 5 ha 73 a 90 ca et concerne les parcelles suivantes par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à l'inspection des installations classées).

| Communes et Lieux dits      | Section | Parcelles | Motif de la demande | Superficie      | Superficie exploitée |
|-----------------------------|---------|-----------|---------------------|-----------------|----------------------|
| CONTRES Le Château Gabillon | BH      | 103       | Extension           | 0 ha 19 a 42 ca | 0 ha 19 a 42 ca      |
|                             | BH      | 104       | Extension           | 0 ha 39 a 27 ca | 0 ha 39 a 27 ca      |
|                             | BH      | 105       | Extension           | 0 ha 09 a 80 ca | 0 ha 09 a 80 ca      |
|                             | BH      | 107pp     | Extension           | 3 ha 35 a 18 ca | 0 ha 56 a 70 ca      |
|                             | BH      | 108       | Extension           | 1 ha 05 a 12 ca | 1 ha 05 a 12 ca      |



|  |    |     |                    |                    |                    |
|--|----|-----|--------------------|--------------------|--------------------|
|  |    |     |                    | ca                 | ca                 |
|  | BH | 109 | Extension          | 0 ha 32 a 16<br>ca | 0 ha 32 a 16<br>ca |
|  | BH | 110 | Extension          | 0 ha 76 a 02<br>ca | 0 ha 76 a 02<br>ca |
|  | BH | 111 | Extension          | 1 ha 54 a 60<br>ca | 1 ha 54 a 60<br>ca |
|  | BH | 112 | Extension          | 0 ha 96 a 20<br>ca | 0 ha 96 a 20<br>ca |
|  | BH | 116 | Extension          | 0 ha 18 a 55<br>ca | 0 ha 18 a 55<br>ca |
|  | BH | 117 | Extension          | 0 ha 19 a 08<br>ca | 0 ha 19 a 08<br>ca |
|  | BH | 118 | Extension          | 0 ha 34 a 19<br>ca | 0 ha 34 a 19<br>ca |
|  | BH | 119 | Renouvellem<br>ent | 0 ha 61 a 79<br>ca | 0 ha 61 a 79<br>ca |
|  | BH | 120 | Renouvellem<br>ent | 0 ha 59 a 53<br>ca | 0 ha 59 a 53<br>ca |
|  | BH | 121 | Renouvellem<br>ent | 0 ha 48 a 57<br>ca | 0 ha 48 a 57<br>ca |
|  | BH | 122 | Renouvellem<br>ent | 0 ha 81 a 90<br>ca | 0 ha 81 a 90<br>ca |

|                    |    |     |                |  |                         |
|--------------------|----|-----|----------------|--|-------------------------|
|                    | BH | 123 | Renouvellement | 0 ha 19 a 00 ca                          | 0 ha 19 a 00 ca         |
|                    | BH | 124 | Renouvellement | 0 ha 34 a 60 ca                          | 0 ha 34 a 60 ca         |
|                    | BH | 125 | Renouvellement | 0 ha 22 a 00 ca                          | 0 ha 22 a 00 ca         |
|                    | BH | 126 | Extension      | 0 ha 57 a 12 ca                          | 0 ha 57 a 12 ca         |
|                    | BH | 127 | Renouvellement | 0 ha 20 a 96 ca                          | 0 ha 20 a 96 ca         |
|                    | BH | 132 | Renouvellement | 0 ha 06 a 54 ca                          | 0 ha 06 a 54 ca         |
|                    | BH | 133 | Renouvellement | 0 ha 13 a 94 ca                          | 0 ha 13 a 94 ca         |
|                    | BH | 134 | Renouvellement | 0 ha 60 a 05 ca                          | 0 ha 60 a 05 ca         |
| SASSAYLes Varennes | A  | 251 | Renouvellement | 2 ha 54 a 20 ca                          | 2 ha 54 a 20 ca         |
|                    | A  | 557 | Renouvellement | 0 ha 34 a 70 ca                          | 0 ha 34 a 70 ca         |
|                    | A  | 558 | Renouvellement | 0 ha 37 a 30 ca                          | 0 ha 37 a 30 ca         |
|                    |    |     |                | <b>Superficie totale de la demande :</b> | <b>15 ha 21 a 11 ca</b> |

|  |  |  |  |  |  |
|--|--|--|--|--|--|
|  |  |  |  |  |  |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la précédente inspection, il avait été constaté du stockage de remblais en dehors de l'emprise autorisée.<br>Lors de l'inspection du 6 février 2026, il a été constaté par l'inspection que la zone de stockage des déchets en dehors de l'emprise ICPE sur les parcelles 102 -128-129-130 section BH sur la commune du Controis en Sologne était encore active mais que le volume était en forte baisse. Enfin, il a été constaté la présence d'un stock de déchets (grillage et ferraille) sur la parcelle 188 section BH commune du Controis en Sologne. L'exploitant a informé l'inspection qu'il allait procéder à son évacuation.<br>Il est demandé à l'exploitant d'organiser son site afin que l'ensemble de son activité soit dans l'emprise autorisée.<br><br><b>L'exploitant ne respecte pas son emprise autorisée</b> |  |  |  |  |  |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat.<br>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.  |  |  |  |  |  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |  |  |  |  |  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective   |  |  |  |  |  |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |  |  |  |  |  |

**N° 11 : Aménagement prel (PZ)**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 9.2.4.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rapport de fin de travaux pour les piézomètres   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/11/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 27/04/2026</li> </ul> |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Article 9.2.4.2. Réalisation de piézomètres<br>[...]         Dans un délai de deux mois maximum suivant la réalisation de l'ouvrage, l'exploitant transmet au Préfet et à l'inspection des installations classées, le rapport de fin de travaux tel que prévu à l'article 10 de l'arrêté sus-cité, et comprenant :  |

- la localisation précise de l'ouvrage réalisé (carte IGN au 1/25 000) avec les coordonnées en Lambert II étendu (X, Y et Z), en indiquant s'il est ou non conservé pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, la référence cadastrale de la parcelle sur laquelle il est implanté,
- le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de Recherche Géologique et Minière (BRGM)
- le nom du foreur,
- la coupe technique précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des tubages et les conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors du forage, volume des cimentations, développements effectués), la cote de la tête du puits,
- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement,
- la coupe géologique avec indication du ou des niveaux de nappes rencontrées et de leur productivité,
- les documents relatifs au déroulement du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées, date de fin de chantier,
- le diamètre de l'ouvrage et sa profondeur,
- l'aquifère capté,
- les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

#### **Constats :**

Lors de l'inspection du 6 février 2026, l'exploitant a transmis le rapport de fin de travaux des trois piézomètres présents pour la surveillance des eaux souterraines de la carrière. Il est à noter que le document n'est pas complet.

Il y a l'absence :

- de coordonnées XYZ de chaque piézomètre;
- de déclaration sur le site DUPLOT et obtention du code BSS (pour chaque ouvrage supérieur à 10m de profondeur);
- de la description de la tête de l'ouvrage devant notamment faire état d'une dalle béton en place de 3m<sup>2</sup>.

L'exploitant informe l'inspection qu'un nouveau forage a été réalisé en lieu et place d'un ouvrage défectueux. L'inspection informe l'exploitant que :

- le nouveau forage doit faire l'objet d'un rapport de fin de travaux;
- le forage défectueux doit être comblé dans les règles de l'art et que le rapport de fin de travaux de l'ouvrage doit être mis à jour avec les travaux de comblement réalisés.

Il est demandé à l'exploitant de compléter et de mettre à jour ces rapports de fin de travaux des forages (type piézomètre)

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de rapports de fin de travaux des piézomètres conforme à l'AMPG du 11/09/2003 (ou NFX31-614 de janvier 2024) et à jour (avec le nouveau forage et le comblement du défectueux).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 12 : Garanties financières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2018, article 1.6

**Thème(s) :** Situation administrative, Attestation de GF

**Prescription contrôlée :**

Chapitre 1.6 : Garanties financières

[...]

Article 1.6.4 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins six mois avant la date d'échéance du document prévue à l'Article 1.6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement .

Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

Article 1.6.5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, et en atteste auprès du Préfet, dans les cas suivants :

tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 en base 2010 ;

sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01 en base 2010, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.  
L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.  
[...]

**Constats :**

Suite à l'inspection du 27/11/2025, l'exploitant a transmis par mail un document provenant du Bureau d'étude Axylis justifiant de la mise à jour des surfaces au regard du plan d'extraction de l'année 2024 et de l'actualisation de l'indice TP01 publié le 15/11/2025.

**Pas d'écart constaté**

**Type de suites proposées :** Sans suite